



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2024 Provisoire



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	16
Données patrimoniales.....	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dettes financières de l'Etat.....	18
Notes méthodologiques.....	19



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -156,296 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2024 s'élève à -156,296 Md€ contre -172,816 Md€ à fin décembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+16,520 Md€) s'explique, pour le

budget général, par une baisse des dépenses nettes de 10,751 Md€ et une hausse des recettes nettes de 3,018 Md€, ainsi que par une variation positive du solde des comptes spéciaux de 2,751 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 443,413 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 7,493 Md€, principalement au titre des programmes « Enseignement scolaire public du second degré » (3,273 Md€) et « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,246 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 5,617 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (5,297 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,894 Md€, essentiellement au titre des programmes « Soutien de la politique de la défense » (1,868 Md€), « Préparation et emploi des forces » (1,536 Md€) et « Equipement des forces » (1,360 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 3,640 Md€, principalement au titre des programmes « Service public de l'énergie » (1,575 Md€) et « Infrastructures et services de transports » (1,086 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin décembre 2024 s'élèvent à 443,413 Md€ contre 454,164 Md€ à fin décembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-10,751 Md€) résulte essentiellement de la baisse des dépenses d'intervention pour -16,210 Md€ (écart principalement lié à la mission "Ecologie, développement et mobilité durables" pour -15,446 Md€, essentiellement la baisse prévue en lois de finances des crédits finançant les mesures de protection des consommateurs d'énergie) et des

► **Mission Sécurités** : 2,903 Md€, essentiellement au titre des programmes « Police nationale » (1,542 Md€) et « Gendarmerie nationale » (1,163 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 2,731 Md€, essentiellement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (2,062 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,388 Md€, essentiellement au titre des programmes « Handicap et dépendance » (1,320 Md€) et « Inclusion sociale et protection des personnes » (0,963 Md€) ;

► **Mission Investir pour la France de 2030** : 1,886 Md€, principalement au titre du programme « Financement des investissements stratégiques » (1,340 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,219 Md€, montant réparti entre les divers programmes composant la mission.

charges de la dette de l'Etat pour -4,695 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour -3,790 Md€, en raison de moindres abondements du compte "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat" par rapport à 2023), ainsi que de la hausse des dépenses de personnel pour +8,026 Md€ (hausse prévue en lois de finances) et des dépenses de fonctionnement pour +2,572 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense" pour +2,286 Md€).

Recettes du budget général (nettes) : 289,467 Md€

Les principales recettes du mois

► **IS net** : 17,425 Md€ (essentiellement au titre de l'échéance du 16 décembre) ;

► **IR net** : 12,536 Md€ (montant notamment lié à la 4ème échéance du solde PAS 2023) ;

► **TVA nette** : 4,995 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 4,717 Md€, dont 2,635 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,768 Md€, dont des recettes de prélèvements de solidarité pour 0,827 Md€ ;

► **TICPE nette** : 1,105 Md€ ;

► **Fonds de concours et attributions de produits** : 1,388 Md€ (dont 0,502 Md€ versé par l'Agence de financement des infrastructures de transport de France - AFITF pour le financement d'études et d'infrastructures de transport) ;

► **Dividendes et recettes assimilées** : 1,022 Md€ (dont un dividende versé par la Caisse des dépôts et consignations - CDC pour 0,779 Md€) ;

► **Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles** : -1,673 Md€ (principalement l'affectation de frais de TF au compte d'avances aux collectivités territoriales) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,416 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -4,036 Md€, dont -2,038 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF).



Recettes fiscales (nettes) : 325,679 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin décembre 2024 s'élèvent à 325,679 Md€ contre 322,934 Md€ à fin décembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,745 Md€) s'explique principalement par une hausse des recettes fiscales nettes hors grands impôts (IR, IS, TICPE et TVA)

de +2,047 Md€ (essentiellement la hausse des recettes brutes pour 2,339 Md€, principalement en raison de la TICFE et de la TICGN) et des recettes de TVA nette pour +1,357 Md€ (écart lié à la hausse, prévue en lois de finances, des recettes brutes de 2,292 Md€ et des R&D à hauteur de 0,934 Md€).

Recettes non fiscales : 23,212 Md€

Les recettes non fiscales à fin décembre 2024 s'élèvent à 23,212 Md€ contre 25,139 Md€ à fin décembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,927 Md€) s'explique

essentiellement par la baisse, prévue en lois de finances, des versements de l'Union européenne au titre de la "Facilité pour la reprise et la résilience" pour -3,385 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -67,733 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin décembre 2024 s'élèvent à -67,733 Md€ contre -68,116 Md€ à fin décembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,383 Md€) s'explique par de

moindres PSR au profit de l'Union européenne pour 1,597 Md€, baisse des prélèvements prévue en lois de finances, et une augmentation des PSR au profit des collectivités territoriales pour 1,214 Md€, hausse des prélèvements prévue en lois de finances.

Fonds de concours et attributions de produits : 8,309 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin décembre 2024 s'élèvent à 8,309 Md€ contre 6,492 Md€ à fin décembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,818 Md€) s'explique notamment par des versements de SNCF SA pour +0,725 Md€ en vue de financer la régénération ferroviaire.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -2,350 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 11,299 Md€ et des recettes pour 16,017 Md€ (dont 6,454 Md€ de CFE-IFER, principalement au titre de l'échéance du 16 décembre, 3,311 Md€ de fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 2,412 Md€ de TH sur les résidences secondaires, principalement au titre de l'échéance du 16 décembre) ;

► Le compte « **Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » présente des recettes pour 6,294 Md€ (essentiellement un versement effectué par l'UE en remboursement des avances versées par l'ASP au titre de la politique agricole commune) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin décembre 2024 s'élève à -2,350 Md€ contre -5,101 Md€ à fin décembre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,751 Md€) s'explique essentiellement par une augmentation du solde des

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des recettes pour 5,537 Md€ (essentiellement au titre d'abondements par le budget général pour 5,421 Md€) ;

► Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » enregistre des recettes pour 3,971 Md€ (essentiellement au titre de l'affectation d'une fraction de TVA suite à la réforme du financement de l'audiovisuel public) ;

► Le compte « **Prêts à des Etats étrangers** » présente des recettes pour 1,723 Md€ (dont 1,711 Md€ au titre du remboursement en capital d'un prêt accordé à la Grèce).

comptes de concours financiers pour +3,819 Md€ (dont le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour +3,767 Md€, amélioration du solde prévue en lois de finances).

Dette financière de l'Etat au 31 décembre 2024 : 2 629,909 Md€

La dette financière est en augmentation de 168,558 Md€ depuis le début de l'année 2024.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT pour +139,715 Md€

et des BTF pour +31,946 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -3,103 Md€).



	Mois	Cumul à fin décembre		Ecart cumul	
	Décembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	16 190	-156 296	-172 816	-173 260	16 520
Dépenses du budget général (nettes)	42 637	443 413	454 164	454 565	-10 751
Recettes du budget général (nettes)	38 708	289 467	286 449	286 406	3 018
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	12 536	87 987	88 589	88 589	-602
- IS *	17 425	57 420	56 825	56 825	595
- TICPE	1 105	15 969	16 622	16 804	-652
- TVA	4 995	96 759	95 401	95 188	1 357
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	20 119	-2 350	-5 101	-5 101	2 751

DONNEES PATRIMONIALES		
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	2 725	158 620
Dette financière de l'Etat	-19 960	2 629 909

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin décembre			Ecart cumul
	Décembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	20	1 157	1 077	1 077	81
Dépenses de personnel	13 325	152 819	144 793	144 807	8 026
Dépenses de fonctionnement	5 352	76 803	74 232	74 179	2 572
Charges de la dette de l'Etat	5 421	50 085	54 780	54 780	-4 695
Dépenses d'investissement	2 902	19 712	18 635	18 696	1 076
Dépenses d'intervention	16 306	141 727	157 937	158 315	-16 210
Dépenses d'opérations financières	-689	1 110	2 712	2 712	-1 601
Total des dépenses (nettes) (I)	42 637	443 413	454 164	454 565	-10 751
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	40 301	325 679	322 934	322 903	2 745
Recettes non fiscales	3 471	23 212	25 139	25 139	-1 927
Prélèvements sur recettes	-6 452	-67 733	-68 116	-68 127	383
Fonds de concours et attributions de produits	1 388	8 309	6 492	6 492	1 818
Total des recettes (nettes) (II)	38 708	289 467	286 449	286 406	3 018
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	45 160	357 200	354 565	354 534	2 635
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-3 929	-153 946	-167 715	-168 159	13 769
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 168	-4 525	-3 346	-3 346	-1 178
Solde des comptes de concours financiers	15 810	1 682	-2 137	-2 137	3 819
Solde des comptes de commerce	5 461	411	319	319	92
Solde des comptes d'opérations monétaires	-169	-691	579	579	-1 270
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	20 119	-2 350	-5 101	-5 101	2 751
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	16 190	-156 296	-172 816	-173 260	16 520



	Mois	Cumul à fin décembre			Ecart cumul
	Décembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	13 325	152 819	144 793	144 807	8 026
Rémunérations d'activité	8 041	90 051	83 993	84 003	6 058
Cotisations et contributions sociales	5 156	61 530	59 210	59 214	2 321
Prestations sociales et allocations diverses	127	1 238	1 590	1 590	-352
AUTRES TITRES	29 312	290 594	309 371	309 758	-18 777
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	20	1 157	1 077	1 077	81
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	5 352	76 803	74 232	74 179	2 572
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 387	42 459	40 310	40 256	2 148
Subventions pour charges de service public	965	34 345	33 921	33 923	424
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	5 421	50 085	54 780	54 780	-4 695
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	5 421	50 085	54 780	54 780	-4 695
Titre 5 - Dépenses d'investissement	2 902	19 712	18 635	18 696	1 076
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 602	14 350	13 888	13 899	463
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	273	4 334	4 471	4 520	-137
Subventions pour charges d'investissement	1 028	1 028	277	277	751
Titre 6 - Dépenses d'intervention	16 306	141 727	157 937	158 315	-16 210
Transferts aux ménages	3 581	56 950	57 764	57 731	-813
Transferts aux entreprises	7 571	37 248	50 416	50 412	-13 168
Transferts aux collectivités territoriales	1 856	16 376	17 639	17 994	-1 263
Transferts aux autres collectivités	3 111	29 306	30 568	30 629	-1 263
Appels en garantie	186	1 847	1 549	1 549	297
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	-689	1 110	2 712	2 712	-1 601
Prêts et avances	197	33	148	148	-115
Dotations en fonds propres	-887	258	1 277	1 277	-1 019
Dépenses de participations financières	0	820	1 287	1 287	-467
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	42 637	443 413	454 164	454 565	-10 751



	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2024		Cumul à fin décembre 2023 retraité	Cumul à fin décembre 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommées	AE consommées	CP consommées	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€.						
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	236	316	3 302	3 289	3 118	3 114	170
Action de la France en Europe et dans le monde	184	247	2 120	2 105	1 982	1 982	123
Diplomatie culturelle et d'influence	21	28	767	770	741	741	29
Français à l'étranger et affaires consulaires	32	41	415	414	396	391	18
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	508	577	5 297	4 662	4 345	4 613	317
Administration territoriale de l'Etat	260	249	2 546	2 594	2 617	2 608	-23
Vie politique	112	118	358	355	164	159	192
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	136	209	2 393	1 713	1 564	1 846	149
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	1 123	1 099	5 172	4 498	4 696	4 709	-198
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	859	843	3 055	2 573	2 909	2 908	-336
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	127	112	1 063	870	771	770	99
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	53	61	615	617	583	597	34
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	83	83	438	438	433	433	5
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽¹⁾	0	0	0	0	-1	0	1
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	307	324	4 758	4 822	5 577	5 577	-755
Aide économique et financière au développement	227	154	1 862	1 875	2 253	2 253	-377
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	150	150	150	150	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	80	170	2 746	2 797	3 175	3 175	-378
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	222	214	1 973	1 959	1 948	1 948	11
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	223	210	1 896	1 882	1 866	1 866	16
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	-1	4	77	77	82	82	-5
COHESION DES TERRITOIRES	1 004	1 219	18 696	18 497	18 509	18 511	-12
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	394	682	3 104	3 131	3 077	3 076	55
Aide à l'accès au logement	221	221	13 102	13 102	13 291	13 291	-189
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	273	194	1 466	1 218	1 087	1 089	131
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	79	57	397	380	342	340	37
Politique de la ville	4	27	524	524	564	566	-40
Interventions territoriales de l'Etat	32	38	104	142	149	149	-7
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	69	77	817	861	805	793	56
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	45	50	520	561	513	501	48
Conseil économique, social et environnemental	2	2	46	46	46	46	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	22	24	251	254	246	246	8
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	257	260	4 117	3 865	3 839	3 866	26
Patrimoines	130	72	1 528	1 251	1 214	1 212	36
Création	28	35	948	974	990	1 010	-16
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	36	85	807	807	827	833	-20
Soutien aux politiques du ministère de la culture	62	68	834	833	807	810	26
DEFENSE	12 174	4 894	60 211	58 428	54 788	54 813	3 640
Environnement et prospective de la politique de défense	561	130	2 883	2 007	1 897	1 899	110
Préparation et emploi des forces	3 797	1 536	16 213	15 049	12 955	12 968	2 094
Soutien de la politique de la défense	1 947	1 868	24 506	24 659	23 692	23 702	967
Equipement des forces	5 870	1 360	16 609	16 713	16 244	16 244	469
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	105	149	976	1 017	936	895	81
Coordination du travail gouvernemental	94	135	842	886	813	772	73
Protection des droits et libertés	10	14	133	131	123	123	8
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	2 947	3 640	25 895	24 232	40 262	40 285	-16 030
Infrastructures et services de transports	1 127	1 086	8 650	8 599	8 617	8 624	-18
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	56	40	339	313	360	357	-47
Paysages, eau et biodiversité	25	67	454	379	335	339	44
Expertise, information géographique et météorologie	1	41	505	504	495	497	8
Prévention des risques	48	100	1 273	1 286	1 108	1 109	178
Energie, climat et après-mines	359	351	4 353	3 797	4 983	4 987	-1 185
Service public de l'énergie	974	1 575	5 702	5 702	20 170	20 170	-14 468
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	231	245	3 028	3 082	2 986	2 994	96
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	0	0	0	0	905	905	-905
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	125	134	1 591	570	302	302	268



	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2024		Cumul à fin décembre 2023 retraité	Cumul à fin décembre 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€.						
ECONOMIE	968	1 092	5 163	5 104	5 099	5 056	5
Développement des entreprises et régulations	890	975	3 936	3 692	3 472	3 469	220
Plan "France Très haut débit"	13	0	75	261	468	427	-207
Statistiques et études économiques	39	40	466	459	455	455	4
Stratégies économiques	27	77	686	692	705	705	-13
Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	5 579	5 617	52 113	58 765	62 377	62 377	-3 612
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	5 297	5 297	49 268	49 268	53 874	53 874	-4 607
Appels en garantie de l'Etat	157	186	1 922	1 922	1 665	1 665	257
Epargne	0	10	106	106	73	73	33
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	124	124	817	817	0	0	817
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	177	178	178	-1
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	6 475	6 586	6 586	-112
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	7 514	7 493	86 564	86 397	82 028	82 028	4 369
Enseignement scolaire public du premier degré	2 241	2 246	26 689	26 686	25 456	25 456	1 230
Enseignement scolaire public du second degré	3 268	3 273	38 248	38 247	36 334	36 343	1 913
Vie de l'élève	599	680	7 933	7 934	7 490	7 468	444
Enseignement privé du premier et du second degrés	825	841	8 940	8 939	8 425	8 425	515
Soutien de la politique de l'éducation nationale	447	283	3 071	2 910	2 771	2 784	139
Enseignement technique agricole	135	171	1 683	1 682	1 552	1 552	130
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	944	995	10 655	10 595	10 467	10 449	128
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	707	731	8 000	7 959	7 892	7 870	67
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	95	104	943	963	956	956	8
Facilitation et sécurisation des échanges	142	160	1 712	1 673	1 619	1 622	54
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	285	489	1 869	2 191	2 306	2 268	-115
Immigration et asile	266	465	1 520	1 836	1 896	1 732	-61
Intégration et accès à la nationalité française	19	24	350	355	410	536	-55
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	215	1 886	652	6 271	5 994	5 994	276
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	111	0	241	235	235	6
Valorisation de la recherche	0	83	0	83	42	42	41
Accélération de la modernisation des entreprises	96	109	-90	-77	93	93	-169
Financement des investissements stratégiques	5	1 340	347	4 643	3 482	3 482	1 161
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	114	242	395	1 380	2 143	2 143	-763
JUSTICE	1 205	1 117	12 876	11 827	11 311	11 312	516
Justice judiciaire	569	382	4 559	4 375	4 123	4 125	251
Administration pénitentiaire	396	524	5 833	4 945	4 748	4 748	196
Protection judiciaire de la jeunesse	101	115	1 086	1 087	1 072	1 072	16
Accès au droit et à la justice	47	50	727	727	704	704	23
Conduite et pilotage de la politique de la justice	92	46	667	687	659	659	29
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	4	5	5	5	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	20	22	708	712	728	726	-16
Presse et médias	19	17	367	364	390	390	-27
Livre et industries culturelles	1	4	340	348	337	335	10
OUTRE-MER	761	845	3 117	2 917	2 980	2 980	-63
Emploi outre-mer	622	625	1 997	1 979	2 150	2 150	-171
Conditions de vie outre-mer	139	221	1 119	938	829	829	108
PLAN DE RELANCE	-1 238	260	-1 273	2 236	4 126	4 126	-1 891
Écologie	-63	263	-91	1 766	2 816	2 816	-1 050
Compétitivité	-223	55	-187	387	678	678	-291
Cohésion	-953	-58	-995	83	632	632	-549
POUVOIRS PUBLICS	20	20	1 157	1 157	1 077	1 077	81
Présidence de la République	0	0	123	123	110	110	12
Assemblée nationale	20	20	627	627	571	571	56
Sénat	0	0	353	353	346	346	7
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34	34	1
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	18	18	13	13	5
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2024		Cumul à fin décembre 2023 retraité	Cumul à fin décembre 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€.						
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	463	839	31 496	30 986	31 069	31 071	-82
Formations supérieures et recherche universitaire	79	144	15 444	15 108	15 027	15 019	81
Vie étudiante	92	116	3 276	3 254	3 077	3 082	177
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	19	35	8 068	7 737	7 662	7 669	75
Recherche spatiale	0	174	1 607	1 607	1 837	1 835	-229
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	228	286	1 886	2 039	2 078	2 079	-39
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	11	34	642	670	830	830	-161
Recherche duale (civile et militaire)	0	9	150	150	150	150	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	34	40	423	421	408	407	13
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	160	160	6 064	6 064	5 956	5 932	108
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	69	69	4 206	4 206	4 070	4 072	136
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	0	774	774	802	802	-28
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	91	91	1 083	1 083	1 083	1 058	0
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	219	326	3 929	3 895	4 078	4 432	-184
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	148	288	3 563	3 638	3 789	4 146	-151
Concours spécifiques et administration	70	38	366	257	289	286	-32
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 826	8 834	146 529	146 523	142 445	142 445	4 078
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	8 440	8 448	141 574	141 568	137 322	137 322	4 246
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	386	386	4 955	4 955	5 123	5 123	-168
SANTE	79	90	2 843	2 803	3 610	3 610	-807
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	29	40	427	387	336	336	51
Protection maladie	50	50	1 167	1 167	1 154	1 154	13
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Sécur investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	1 249	1 249	2 120	2 120	-872
SECURITES	2 454	2 903	25 449	25 486	23 453	23 243	2 033
Police nationale	1 415	1 542	13 277	13 443	12 520	12 376	923
Gendarmerie nationale	960	1 163	11 118	11 010	10 183	10 137	827
Sécurité et éducation routières	4	7	73	70	59	56	11
Sécurité civile	75	191	980	963	690	675	273
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	1 204	2 388	30 960	31 031	29 992	29 991	1 039
Inclusion sociale et protection des personnes	774	963	14 313	14 323	14 416	14 416	-93
Handicap et dépendance	349	1 320	15 317	15 315	14 222	14 222	1 094
Egalité entre les femmes et les hommes	33	35	101	101	69	69	32
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	48	69	1 229	1 291	1 285	1 284	6
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	29	57	1 483	1 548	1 723	1 723	-175
Sport	24	31	668	639	578	578	61
Jeunesse et vie associative	5	23	770	773	799	799	-27
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	3	45	136	346	346	-209
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	104	154	780	914	904	985	10
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	73	62	349	399	429	429	-30
Transformation publique	14	47	104	171	176	218	-5
Innovation et transformation numériques	4	7	35	32	9	9	24
Fonction publique	9	34	245	265	247	287	18
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	47	47	43	43	4
TRAVAIL ET EMPLOI	784	2 731	20 759	21 432	20 940	20 940	492
Accès et retour à l'emploi	711	592	7 062	7 049	6 723	6 723	326
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	14	2 062	12 810	13 570	13 432	13 432	137
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	10	173	99	89	89	9
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	59	65	714	715	695	695	20
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	49 545	51 085	575 104	584 982	591 486	591 887	-6 505
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	41 105	42 637	433 531	443 413	454 164	454 565	-10 751

(1) Suppression en LFI 2024

(2) Modification de mission de rattachement en LFI 2024

(3) Modification de libellé en LFI 2024



	Mois	Cumul à fin décembre		Ecart cumul	
	Décembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	13 588	114 451	112 076	112 076	2 375
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	-1 673	2 127	2 451	2 451	-324
Impôt sur les sociétés (C)	18 838	85 232	84 432	84 432	800
Impôt sur les sociétés	18 508	83 253	82 712	82 712	541
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	330	1 519	1 406	1 406	113
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	460	314	314	146
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 768	31 104	31 466	31 466	-362
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	79	1 419	1 305	1 305	114
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	93	4 542	4 969	4 969	-427
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	171	171	-170
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	1	1	-1
Impôt sur la fortune immobilière	111	2 739	2 354	2 354	385
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	25	27	16	16	11
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	3	160	230	230	-70
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	1	1	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	4	26	26	26	1
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	33	43	43	-10
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	14	142	112	112	30
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	228	214	214	14
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	1	1	1	0
Prélèvements de solidarité	827	14 991	14 176	14 176	815
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	1	785	680	680	105
Taxe d'habitation sur les résidences principales	5	94	462	462	-368
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ⁽²⁾	29	4 265	5 767	5 767	-1 503
Cotisation foncière des entreprises ⁽²⁾	0	1	2	2	-1
Recettes diverses	576	1 650	937	937	713
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (E)	1 201	17 978	18 532	18 714	-554
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	10 309	175 306	173 014	172 800	2 292
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	4 717	41 051	38 285	38 285	2 766
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	56	451	524	524	-74
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	21	231	242	242	-12
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	1	1	-1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	8	72	92	92	-20
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	858	4 947	4 294	4 294	653
Mutations à titre gratuit par décès	1 777	15 966	16 622	16 622	-656



	Mois	Cumul à fin décembre			Ecart cumul 2024 / 2023 retraité
		Décembre	2024	2023 retraité	
	unité : million d'€.				
Contribution de sécurité immobilière	71	692	783	783	-91
Autres conventions et actes civils	123	560	452	452	109
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	59	590	615	615	-25
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	27	457	407	407	50
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	91	308	242	242	66
Timbre unique	48	389	490	490	-101
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	60	805	742	742	63
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité	2	1 130	626	626	504
Autres taxes intérieures	440	4 403	2 416	2 416	1 988
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4	0
Amendes et confiscations	5	42	42	42	1
Taxe générale sur les activités polluantes	20	1 150	1 625	1 625	-475
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	5	49	71	71	-22
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	0	169	170	170	-1
Autres droits et recettes à différents titres	53	236	118	118	118
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	47	48	48	-1
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	15	18	18	-3
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	558	560	560	-2
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	23	24	24	-1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	469	3 032	2 743	2 743	290
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	37	948	927	927	21
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	40	416	410	410	6
Prélèvement sur les paris sportifs	103	996	846	846	150
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	12	120	121	121	-1
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	165	1 332	1 077	1 077	254
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	2	2	3	3	-1
Autres taxes	161	911	933	933	-22
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	48 748	467 248	460 256	460 225	6 991
TOTAL GENERAL (net)	40 301	325 679	322 934	322 903	2 745

(1) Création en LFI 2024

(2) Modification en LFI 2024



	Mois	Cumul à fin décembre		Ecart cumul	
	Décembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	1 022	4 784	3 870	3 870	913
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	779	1 441	1 600	1 600	-159
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	243	2 492	2 256	2 256	236
Autres dividendes et recettes assimilées	0	851	15	15	836
Produits du domaine de l'Etat (B)	71	1 792	1 163	1 163	629
Revenus du domaine public non militaire	51	1 095	472	472	623
Autres revenus du domaine public	3	9	10	10	-1
Revenus du domaine privé	16	314	360	360	-46
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	1	371	319	319	52
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	2	1	1	1
Produits de la vente de biens et services (C)	346	2 489	3 138	3 138	-649
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	173	665	654	654	11
Autres frais d'assiette et de recouvrement	80	950	1 025	1 025	-75
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	32	35	35	-3
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	3	3	0
Autres recettes diverses	92	838	1 420	1 420	-581
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	451	1 116	741	741	376
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	87	413	391	391	22
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	12	15	15	-3
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	38	78	78	78	0
Intérêts des autres prêts et avances	187	328	76	76	252
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	19	121	87	87	34
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	13	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	119	153	87	87	65



	Mois	Cumul à fin décembre			Ecart cumul
	Décembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	833	2 440	2 186	2 186	254
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	715	760	736	736	24
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	1	512	162	162	350
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	9	94	228	228	-135
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	10	12	12	-2
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	106	1 048	1 030	1 030	18
Frais de poursuite	0	5	6	6	-2
Frais de justice et d'instance	1	7	8	8	-1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	4	3	3	1
Divers (F)	748	10 591	14 042	14 042	-3 451
Reversements de Natixis	0	219	2	2	217
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	341	533	533	-192
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	516	516	600	600	-84
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	50	309	475	475	-166
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	23	287	235	235	52
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	13	13	13	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	7	6	6	0
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	6	6	6	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5	0
Récupération d'indus	12	106	194	194	-87
Recouvrements après admission en non-valeur	12	119	112	112	8
Divers versements de l'Union européenne	0	7 483	10 868	10 868	-3 385
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	10	96	50	50	47
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	4	49	38	38	12
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	3	3	3	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	4	3	3	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	21	361	389	389	-28
Produits divers	65	68	45	45	23
Autres produits divers	31	597	464	464	133
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	3 471	23 212	25 139	25 139	-1 927



	Mois		Cumul à fin décembre		Ecart cumul
	Décembre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 036	-45 457	-44 243	-44 254	-1 214
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 038	-27 239	-26 921	-26 930	-318
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-4	-4	-4	0
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-3	-7	-13	-13	6
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-785	-7 382	-6 707	-6 707	-675
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-31	-759	-703	-703	-56
Dotation élu local	0	-123	-108	-108	-15
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	-52	-56	-56	4
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-432	-432	-433	-435	2
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	-326	-326	-326	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération internationale) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes) ⁽²⁾	-298	-2 844	-2 878	-2 878	34
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-9	-377	-363	-363	-14
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-7	-3	-3	-4
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-107	-107	-107	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	-7	-7	-7	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-9	-271	-284	-284	14
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-48	-48	-48	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	-27	-27	-27	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-123	-123	-123	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française ⁽²⁾	-8	-91	-91	-91	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	1	31	31	-30
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-249	-4 318	-4 081	-4 081	-236
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	-1	-1	-1	-1	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0



	Mois	Cumul à fin décembre			Ecart cumul 2024 / 2023 retraité
		Décembre	2024	2023 retraité	
unité : million d'€.					
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022	0	2	-311	-311	313
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ⁽²⁾	0	0	-5	-5	5
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	-148	-148	-10	-10	-139
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants ⁽¹⁾	0	-28	0	0	-28
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants (article 134) ⁽¹⁾	0	-24	0	0	-24
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131) ⁽¹⁾	0	-50	0	0	-50
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux communes et EPCI enregistrant d'une année sur l'autre une perte de base de TFPB et de produits TFPB afférant aux entreprises à l'origine de la perte de base de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 416	-22 276	-23 873	-23 873	1 597
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 452	-67 733	-68 116	-68 127	383
Fonds de concours et attributions de produits					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	1 187	6 995	5 790	5 790	1 205
Fonds de concours - coopération internationale	202	1 315	702	702	613
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	1 388	8 309	6 492	6 492	1 818

⁽¹⁾ Création en LFI 2024

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2024

⁽³⁾ Suppression en LFI 2024



Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2024

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois de décembre		Cumul à fin décembre									Ecart cumul	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2024 / 2023 retraité	
			2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	7 568	6 400	80 003	82 575	82 575	75 478	79 228	79 228	-4 525	-3 346	-3 346	-1 178	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	817	107	1 818	1 729	1 729	1 877	1 795	1 795	59	65	65	-7	
Développement agricole et rural	20	3	144	142	142	152	155	155	8	13	13	-5	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	28	31	357	367	367	378	378	378	21	11	11	11	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	42	79	298	458	458	355	524	524	57	66	66	-9	
Participations financières de l'Etat	611	290	9 501	15 574	15 574	8 027	13 215	13 215	-1 474	-2 359	-2 359	884	
Pensions	6 051	5 890	67 885	64 304	64 304	64 689	63 161	63 161	-3 196	-1 143	-1 143	-2 053	
Comptes de concours financiers	12 121	27 930	141 181	136 759	136 759	142 863	134 622	134 622	1 682	-2 137	-2 137	3 819	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	329	3 971	3 976	3 797	3 797	3 976	3 797	3 797	0	0	0	0	
Avances aux collectivités territoriales	11 299	16 017	128 112	123 796	123 796	128 274	120 192	120 192	163	-3 604	-3 604	3 767	
Prêts à des Etats étrangers	137	1 723	625	541	541	2 251	1 648	1 648	1 625	1 107	1 107	518	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	308	-76	652	497	497	75	525	525	-577	28	28	-605	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	47	6 294	7 817	8 128	8 128	8 288	8 460	8 460	471	332	332	139	
Comptes de commerce	950	6 412	60 577	65 597	65 597	60 988	65 916	65 916	411	319	319	92	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	95	57	940	1 029	1 029	984	1 028	1 028	44	-1	-1	44	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	19	29	212	199	199	211	186	186	-1	-13	-13	12	
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	1 155	2 190	2 190	1 155	2 190	2 190	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	59	13	830	742	742	808	722	722	-22	-20	-20	-2	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	491	5 537	55 802	59 576	59 576	55 802	59 575	59 575	0	-1	-1	1	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	8	8	8	4	4	4	-3	-4	-4	1	
Opérations commerciales des domaines	1	7	63	66	66	113	115	115	50	49	49	0	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	5	9	36	38	38	40	37	37	3	-2	-2	5	
Soutien financier au commerce extérieur	282	758	1 532	1 749	1 749	1 873	2 059	2 059	341	311	311	30	
Comptes d'opérations monétaires	276	107	1 185	449	449	494	1 028	1 028	-691	579	579	-1 270	
Emission des monnaies métalliques	9	29	139	127	127	228	221	221	90	94	94	-4	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	259	73	1 021	275	275	248	790	790	-773	516	516	-1 289	
Pertes et bénéfices de change	8	6	26	47	47	18	16	16	-8	-31	-31	23	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	20 916	40 849	282 947	285 379	285 379	279 824	280 794	280 794	-3 123	-4 585	-4 585	1 462	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	20 657	40 776	281 926	285 105	285 105	279 576	280 004	280 004	-2 350	-5 101	-5 101	2 751	



Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2024

CORRESPONDANTS DU TRESOR
ET PERSONNES HABILITEES

		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2024
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	456	60	515
		Caisse des Dépôts et Consignations	11	0	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	5 915	872	6 786
	Total organismes à caractère financier		6 381	931	7 313
	CEPL	Régions	1 768	-525	1 244
		Départements	8 968	-2 376	6 592
		Communes	31 023	-1 846	29 177
		Etablissements publics de coopération intercommunale	19 394	-289	19 105
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 241	52	2 293
		Autres	9 692	-14	9 677
	Total CEPL		73 086	-4 998	68 089
	Etablissements publics de santé		8 361	-416	7 945
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	20 972	949	21 921
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	19 764	-1 816	17 947
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 318	3	5 321
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 514	181	2 695
Total établissements publics nationaux		48 568	-683	47 884	
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		7 564	118	7 682	
Union européenne		3 650	-1 118	2 533	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	6 064	97	6 161	
	GIP	2 103	-62	2 040	
	EPLÉ	2 773	-8	2 765	
	Autres correspondants	3 321	-565	2 756	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	131	-36	95	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		14 392	-574	13 818	
Total Dépôts de fonds du Trésor		162 003	-6 740	155 263	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 420	757	3 178	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	110	28	139	
	Intérêts courus sur comptes à terme	33	8	41	
	Total Comptes à terme	2 563	794	3 357	
Total Passif (A)		164 566	-5 946	158 620	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		164 566	-5 946	158 620	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2024
Titres négociables (A)	2 429 984	171 661	2 601 646
Titres négociables à moyen et long terme	2 260 767	139 715	2 400 483
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 260 767	139 715	2 400 483
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 989 405	122 021	2 111 426
- <i>taux variable</i>	271 362	17 694	289 057
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	169 217	31 946	201 163
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	169 217	31 946	201 163
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	31 366	-3 103	28 263
TOTAL (A+B+C)	2 461 351	168 558	2 629 909



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2023 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2023 retraité » correspondent aux données « 2023 exécuté » corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 18) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.